

FEAO

Programme pour la
Facilitation des Echanges
en Afrique de l'Ouest.



NEWSLETTER SEPTEMBRE 2019

Contenu

Mises à jour régionales

1. Une séance de planification définit la structure du programme des opérateurs économiques agréés et des opérateurs régionaux
2. La deuxième réunion du comité technique approfondit les objectifs du programme FEAO
3. Un atelier de formation de formateurs sur l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce pour les petites et moyennes entreprises est en cours
4. La réunion de consultation régionale se concentre sur les concessions tarifaires pour l'Accord de libre-échange sur le continent africain

5. Le Comité interministériel sur la facilitation des échanges se réunit pour coordonner les activités de facilitation des échanges
6. Le pilote de l'enquête de terrain met en lumière les problématiques de commerce transfrontalier et de genre
7. Un atelier de renforcement des capacités sur la politique commerciale tenu à Abuja

Mises à jour au niveau national

8. Cap Vert
9. Guinée-Bissau
10. Nigéria

A propos du programme FEAO

Le Programme pour la Facilitation des Echanges en Afrique de l'Ouest (FEAO) est une initiative menée par de multiples partenaires de développement qui vise à améliorer les mesures de facilitation des échanges existantes en Afrique de l'Ouest. Le programme vise à réduire les délais et les coûts des échanges commerciaux à la charge du secteur privé, notamment en améliorant la circulation des marchandises le long de certains corridors et en soutenant les petits commerçants - y compris les femmes et d'autres parties prenantes clés - avec des réformes et des programmes de facilitation du commerce.

Le programme FEAO rassemble des partenaires clés du développement, notamment l'Union européenne, l'USAID, le gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, afin d'aider les pays de la région et les organismes régionaux (les commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA) à mettre en œuvre une combinaison d'interventions et de mesures ciblées. Le programme FEAO est géré par le Groupe de la Banque mondiale et l'Agence allemande de coopération pour le développement (GIZ) - les partenaires d'exécution du programme - sous la supervision stratégique d'un comité de pilotage présidé par la Commission de la CEDEAO et secondé par la Commission de l'UEMOA.

FINANCÉ PAR



MIS EN ŒUVRE PAR



Une séance de planification définit la structure du programme des opérateurs économiques agréés et des opérateurs régionaux

En juillet 2019, une session de travail a réuni la Commission de la CEDEAO et une équipe d'experts du Bureau régional pour le renforcement des capacités (ROCB) de l'Organisation mondiale des douanes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMD-AOC). La session - tenue à Abuja - a été consacrée au développement et à la mise en œuvre d'un programme d'opérateurs régionaux et d'un opérateur économique agréé pour les simplifications douanières, la sécurité et la sûreté dans la région de la CEDEAO. L'élaboration d'un cadre régional facilitera l'application du code des douanes par les administrations des douanes des États membres. À leur tour, ces efforts permettront de réduire les coûts et les délais de passage aux frontières, d'améliorer la compétitivité des entreprises, d'accroître le commerce intrarégional et d'améliorer le développement économique des États de la région. En outre, le programme harmonisera diverses formes de partenariats avec le secteur privé développés au sein de États membres de la CEDEAO.

Plus précisément, le programme vise à:

- Contribuer à la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et soutenir la lutte contre l'insécurité dans la sous-région;
- Améliorer la compétitivité économique régionale, en général, et la compétitivité des entreprises, en particulier; et
- Renforcer les capacités des administrations douanières de la CEDEAO en matière de facilitation du commerce aux niveaux régional et international.

Sur la base des objectifs du programme ainsi définis, les activités seront identifiées et un calendrier de mise en œuvre proposé. La prochaine étape consistera à définir un cadre logique de mesure de la performance et un projet de budget couvrant le programme.



La deuxième réunion du comité technique approfondit les objectifs du programme FEAO

La deuxième réunion du Comité technique du programme FEAO a eu lieu à Ouagadougou les 9 et 10 juillet 2019. Les réunions du comité technique, qui ont lieu deux fois par an, réunissent les organisations régionales, les partenaires de développement et les agences d'exécution pour examiner et faire progresser les objectifs du programme. Les rôles et responsabilités principaux des membres du comité technique sont de contribuer au programme et de préparer des recommandations à l'intention du comité de pilotage, qui se réunit au moins une fois par an.

Au cours de la session de deux jours, les responsables de la mise en œuvre du programme FEAO - la GIZ et la Banque mondiale - ont présenté des exposés sur divers sujets liés au programme, y compris les activités achevées. Le groupe a examiné chacune des trois composantes du programme, en discutant en plénière des réalisations et défis rencontrés à ce jour.

Entre autres sujets, les réunions ont également fourni une plate-forme pour l'examen des communications à l'échelle du programme et de son cadre de résultats. Le dernier jour, le groupe a exploré de manière approfondie certaines questions ayant une incidence sur les corridors commerciaux en Afrique de l'Ouest et a également examiné en détail les enquêtes réalisées sur le commerce à petite échelle.

Un atelier de formation de formateurs sur l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce pour les petites et moyennes entreprises est en cours

La Commission de la CEDEAO - en partenariat avec le Centre du commerce international (CCI) et FEAO - a organisé un atelier de formation de formateurs sur l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (AFE-OMC) pour les petites et moyennes entreprises des pays anglophones et du Cap Vert en juin 2019. Cette initiative tire partie de la méthodologie de formation des formateurs (TOT) pour favoriser le développement des compétences en matière de facilitation des échanges au niveau local.



Les ateliers avaient pour objectif de doter les représentants des chambres de commerce et d'industrie nationales d'outils pédagogiques, techniques et novateurs, nécessaires pour dispenser au niveau local des formations par le secteur privé et pour le secteur privé. À la fin des ateliers, les maîtres formateurs ont pu:

- Comprendre les techniques d'enseignement essentielles pour assurer un transfert efficace des connaissances;
- Animer des discussions avec les participants et les guider à travers des exercices et des études de cas; et
- Fournir eux-mêmes le module de formation du secteur privé du CCI.

Suite à ces sessions de formation, chaque maître formateur organisera deux ateliers nationaux dans leur pays respectif, diffusant les leçons apprises à un public plus large.

En octobre 2018, le premier atelier de formateurs a été organisé pour les pays francophones en Guinée Bissau. À la suite de cet atelier, les maîtres formateurs ont organisé plus de dix ateliers nationaux devant plus de 250 participants.

La réunion de consultation régionale se concentre sur les concessions tarifaires pour l'Accord de libre-échange sur le continent africain

Les 19 et 20 juin 2019, une réunion de consultation régionale s'est tenue à Abuja afin d'harmoniser la liste de concessions tarifaires de la CEDEAO dans le cadre de l'Accord de libre-échange continental en Afrique (AfCFTA). Un douanier et un négociateur commercial ont représenté chaque État membre lors de la réunion, qui a rassemblé les parties prenantes pour discuter et élaborer une position commune des États membres de la CEDEAO en matière de concession tarifaire. Une fois accepté, cette position sera soumise à l'Union africaine.

Les États membres de la CEDEAO présents ont reconnu que, bien que la liste des concessions tarifaires pour le commerce des marchandises ait été validée, le processus serait finalisé lors des réunions préparatoires du douzième Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur l'AfCFTA. Cela permettrait aux États membres qui n'ont pas encore soumis leurs contributions ou propositions de le faire. En plus de faire avancer le dossier des concessions tarifaires, la réunion a également rendu un hommage particulier à SEM Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger, pour ses compétences remarquables de facilitateur et de champion des réalisations de l'AfCFTA. Dans l'ensemble, la réunion a témoigné des progrès réalisés et peut servir d'exemple de collaboration régionale, élément fondamental du programme FEAO.

Le Comité interministériel sur la facilitation des échanges se réunit pour coordonner les activités de facilitation des échanges

La deuxième réunion du Comité interministériel sur la facilitation des échanges s'est tenue le 24 mai 2019. Ce comité - chargé de coordonner toutes les activités de facilitation des échanges entreprises par la Commission - a réuni les directions clés telles que: Commerce, Douane, Libre circulation des personnes, Transports, Secteur Privé, Communications, Genre et Relations extérieures. Sous la direction de la Commission de la CEDEAO, la GIZ et le Groupe de la Banque mondiale ont également participé à la réunion. En outre, le CCI et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) étaient présents.

Lors de la réunion, le comité a discuté des interventions de facilitation des échanges et des meilleures pratiques de la région et du monde entier. Plus précisément, la réunion a examiné les modalités de création d'un comité régional de facilitation des échanges et a présenté les techniques d'élaboration de la stratégie régionale de mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.

Le comité a recommandé que les initiatives existantes en matière de facilitation des échanges - telles que le programme des postes de contrôles juxtaposés aux frontières et le manuel opérationnel correspondant - soient développées dans certains domaines (telles que les initiatives commerciales informelles). Le comité a également recommandé aux directions concernées d'améliorer la planification et la coordination des activités liées à la facilitation des échanges, en particulier dans le contexte de la préparation du budget. En outre, la réunion a mis en exergue la nécessité pour toutes les directions de continuer à partager les politiques et stratégies pertinentes en matière de facilitation des échanges, en assurant une approche globale pour la mise en œuvre des initiatives connexes.

Le pilote de l'enquête de terrain met en lumière les problématiques de commerce transfrontalier et de genre

En avril 2019, une enquête de terrain pilote a été menée le long du corridor Dakar-Bamako dans le cadre des analyses préliminaires menées dans le cadre du programme FEAO. Axée sur le commerce transfrontalier et le genre, l'enquête a été conçue pour générer des preuves empiriques, permettant de relever les principaux défis de la facilitation des échanges auxquels sont confrontés les petits commerçants le long du corridor, en particulier les femmes.

Plus précisément, la recherche visait à explorer

- i) l'étendue et l'importance du commerce transfrontalier non enregistré dû aux transactions à petite échelle;
- ii) la situation des petits commerçants et les obstacles éventuels à leurs activités aux frontières;
- iii) le traitement réservé aux femmes commerçantes aux postes frontières et les contraintes propres à chaque sexe auxquelles elles sont confrontées; et
- iv) le cadre institutionnel et le soutien existant pour les activités commerciales frontalières de petite échelle.

C'est dans cet esprit que des chercheurs d'Ipsos Nigeria ont mené l'étude pilote Dakar-Bamako sur quatre marchés situés le long de la frontière sénégal-malienne. Des questionnaires quantitatifs distincts sur le petit commerce transfrontalier et le genre ont été distribués aux fonctionnaires et à trois groupes cibles différents de commerçants et de prestataires de services (porteurs, transporteurs et intermédiaires). Au total, 506 personnes ont répondu à l'enquête, complétée par les résultats de quatre discussions de groupe qualitatives (avec un total de 68 participants), d'entretiens avec des informateurs clés (avec 34 représentants d'intervenants) et d'une analyse d'imagerie.

Pour mettre en lumière le commerce transfrontalier le long du corridor, les répondants de tous les groupes ont identifié la sécurité, l'amélioration des infrastructures, l'accès au financement et la sensibilisation au rang des priorités majeures. Sur la base des priorités des répondants, le programme FEAO a identifié quatre domaines d'appui : sensibiliser et améliorer les comportements, simplifier les procédures et accroître leur transparence, moderniser l'infrastructure en vue de renforcer la sécurité et améliorer l'accès à l'information, aux finances et aux marchés. En fin de compte, les résultats de cette enquête de terrain régionale éclaireront les activités du programme FEAO, notamment celles qui soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre de mesures régionales de facilitation des échanges, ainsi que celles visant à améliorer certains corridors. L'enquête sur le corridor Dakar-Bamako est la première d'une série d'enquêtes sur le programme FEAO, qui couvriront à terme les six corridors prioritaires du programme. Les résultats du projet pilote ont généré un certain nombre de leçons et d'observations, qui guideront l'enquête lors de son déploiement dans les cinq corridors restants du programme FEAO.



Site pilote, Kidira (corridor Dakar - Bamako), A&B: Entretien pilote.

C: Porteur, D: Poste frontière, E: Parc de camions



Un atelier de renforcement des capacités sur la politique commerciale tenu à Abuja

La direction du commerce de la CEDEAO et des experts de la GIZ ont participé à l'atelier de renforcement des capacités sur l'engagement des parties prenantes en matière de politique commerciale africaine et au forum de dialogue régional sur la politique commerciale de la CEDEAO, qui s'est tenu à Abuja à la fin avril. L'atelier de quatre jours est une initiative de l'Union africaine continentale - à laquelle la GIZ, par le biais du programme FEAO, fournit un appui technique et organisationnel - visant à former et à renforcer les capacités des États membres de la CEDEAO et des communautés économiques régionales, en mettant l'accent sur l'engagement des parties prenantes dans les domaines du commerce et des politiques liées au commerce. En outre, l'atelier a porté sur la formulation, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale.

Les domaines techniques de discussion comprenaient:

- i) rendre opérationnelles les plates-formes de dialogue sur les politiques commerciales régionales et nationales;
- (ii) impliquer efficacement les organisations du secteur privé, des universités et de la société civile aux processus de politique commerciale régionaux et continentaux; et
- (iii) renforcer la culture de l'inclusion tout en favorisant le dialogue au sein de la CEDEAO et de l'Union africaine.

MISES À JOUR AU NIVEAU NATIONAL



Cap Vert



Un atelier de sensibilisation aux politiques commerciales de la CEDEAO réunit les parties prenantes au Cap Vert

La Commission de la CEDEAO, avec le soutien de FEAO, a organisé un atelier de sensibilisation de trois jours au Cap Vert du 4 au 6 juin 2019. L'atelier visait à sensibiliser à la politique et aux protocoles de la CEDEAO et du commerce international, en contribuant à leur mise en œuvre effective et efficace.

Au total, 65 personnes ont participé aux ateliers, y compris des représentants des chambres de commerce du Cap Vert et 40 participants du secteur privé. Au cours de l'atelier de sensibilisation de trois jours, les participants ont examiné le programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO, les avantages de l'Accord de libre-échange continental africain, l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce, le rôle du secteur privé dans les politiques et protocoles liés au commerce et le code des douanes de la CEDEAO.

Le premier jour de l'atelier a ciblé les acteurs du secteur privé, tandis que les deuxième et troisième jours ont ciblé les agents des douanes nationaux. Dans l'ensemble, l'atelier a constitué une importante plate-forme permettant aux parties prenantes régionales de se réunir et de faire progresser le programme de facilitation du commerce.

MISES À JOUR AU NIVEAU NATIONAL



Guinée Bissau



L'atelier de sensibilisation aux politiques commerciales de la CEDEAO cible le secteur privé et les autorités douanières

Un atelier de sensibilisation de deux jours a eu lieu en Guinée-Bissau les 29 et 30 avril 2019. En tant que collaboration entre les chambres de commerce et l'administration des douanes de la Guinée-Bissau, cet atelier visait à sensibiliser au commerce régional de la CEDEAO et à d'autres politiques liées au commerce.

Cela a notamment permis de faire la lumière sur l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce, l'Accord commercial continental africain et le code des douanes de la CEDEAO, contribuant à leur mise en œuvre effective et efficace. L'atelier visait également à fournir un accès aux informations sur les politiques commerciales régionales et continentales à l'intention du secteur privé et des autorités douanières.

La réunion était présidée par le directeur de la Direction de l'union douanière et de la fiscalité de la CEDEAO, en présence de 67 représentants du secteur privé. Le deuxième jour, consacré au nouveau code des douanes, 25 agents des douanes ont assisté à l'événement. À l'issue de cette session fructueuse, le programme FEAO prévoit d'autres ateliers de sensibilisation dans le cadre de la mise en œuvre régionale du programme FEAO.

MISES À JOUR AU NIVEAU NATIONAL



Nigéria



L'organisation des femmes en commerce international se réunit à Lagos

En collaboration avec le FEAO et le le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID), la section nigériane de l'Organisation des femmes en commerce international (OWIT) a organisé une réunion de sensibilisation d'une journée et demie à Lagos les 27 et 28 juin 2019. Un représentant du ministère fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement a présidé l'événement en soulignant l'importance de la réunion et des sessions.

Au cours des séances, les présentateurs ont présenté et discuté de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce, des droits du secteur privé, des avantages de l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) au Nigéria et du programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO.

En plus de ces sujets, le DFID a organisé une session pour guider les exportateurs sur les étapes requises, ainsi que les agences nigérianes disponibles pour faciliter et financer le commerce international. À la fin de la réunion, les membres d'OWIT ont souligné la nécessité pour le Nigéria de signer l'accord AfCFTA. La branche nigériane d'OWIT a été créée en 2018 et cette réunion a été une importante occasion.